

Frondeurs du PS, Aubry, Mélenchon, des opposants de façade !

Une partie des député-e-s classé-e-s à gauche commence à juger que leur propre survie est menacée par la politique actuelle du gouvernement et essaie de s'en démarquer. Elles/Ils tentent de faire bonne figure auprès de leurs électeurs et électrices en feignant d'avoir arraché des concessions pour les couches populaires. Mais il est peu probable que les mesurette gouvernementales en faveur des petites retraites et du minimum vieillesse ou la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes suffisent à faire revenir vers les socialistes les électeurs et les électrices de gauche dégouté-e-s. En s'abstenant, les "frondeur-se-s" et leurs partenaires de route écologistes se gardent bien de mettre en danger le gouvernement de Valls. Mais elles/ils adoptent à bon compte une posture d'opposants en pensant améliorer leurs chances en cas d'élections, anticipées ou pas.



Martine Aubry, quant à elle, a emboîté le pas aux frondeurs, dont elle dit partager les propositions, et critique Hollande de façon toutefois très mesurée. Leur objectif commun à l'une et aux autres est de susciter de nouveaux espoirs, autrement dit de nouvelles illusions, celles qu'avait pu susciter Hollande étant désormais au plus bas.

Mais pas un mot de leur part sur les attaques qui pleuvent sur le monde du travail, sur la casse de la Sécurité sociale, sur la guerre que mènent le patronat et le gouvernement aux classes populaires, et sur la nécessaire mobilisation de ces dernières pour résister et riposter.



Un des autres opposants de gauche à Hollande, très médiatisé, est Jean-Luc Mélenchon. A l'entendre dénoncer avec verve, et avec un certain mordant, les difficultés quotidiennes des classes populaires et la servilité de la plupart des responsables politiques devant les puissants, on pourrait oublier qu'il a passé l'essentiel de sa vie politique (plus de trente ans) au Parti socialiste et qu'il fut le collègue d'Aubry de 2000 à 2002 dans le gouvernement Jospin. Ce qu'il nous propose aujourd'hui c'est une VI^{ème} République, incitant ainsi les travailleurs et les travailleuses à mettre leurs espoirs dans le changement des institutions.

C'est un moyen comme un autre de les détourner ainsi de la seule vraie perspective qui serait de mener leur lutte pour la défense de leurs intérêts de classe. Il n'explique d'ailleurs pas comment sa VI^{ème} République serait en mesure de faire rendre gorge à celles et à ceux qui détiennent le vrai pouvoir dans la société, grâce à l'argent et leur position dans l'économie, c'est à dire la bourgeoisie, la finance, le patronat ...

Mais si l'on ne touche pas à ce pouvoir, si l'on ne le renverse pas, on ne pourra assister qu'à un ravalement de façade qui ne changera rien de fondamental.

En bref tout ce qu'offrent aujourd'hui aux classes populaires les opposants institutionnels "de gauche" à Hollande/Valls est ... une voie de garage !

Sommaire

Page 1 : Des opposants de façade

Page 2 : Epargner les riches, pressurer les pauvres

Page 3 : Double jeu de la "coalition contre le terrorisme"

Page 4 : Pays Basque

Page 5 : Répression tous azimuts

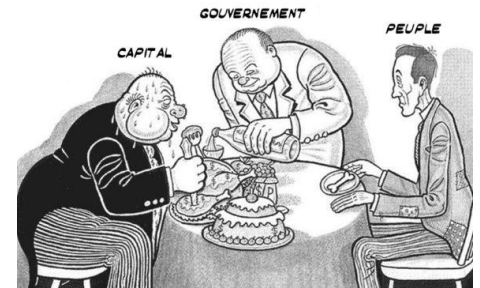
Page 6 : Livre - "Un pays à l'aube"





La politique du gouvernement "socialiste"

Epargner les riches, pressurer les pauvres !



On ne peut pas dire que, jusqu'à présent, la politique mise en œuvre par le gouvernement pour sortir le pays de la crise économique ait donné beaucoup de résultats. La croissance est toujours au point mort, le chômage progresse mois après mois, la misère et la précarité aussi.

Ce qui n'empêche nullement les socialistes qui nous gouvernent d'aller de l'avant. Leur politique économique s'articule autour de trois volets qui s'imbriquent les uns dans les autres.

- Le premier concerne le patronat et les banques. Là c'est Noël tous les jours. Aux 40 milliards qui leur ont été accordés au titre du "pacte de responsabilité" dont 11 milliards par an pour le "Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi" s'ajoutent désormais les promesses d'abaisser les seuils sociaux dans les entreprises, de faciliter le travail du dimanche, d'ouvrir les transports de voyageurs à la concurrence, de mettre à mort les prud'hommes, de s'asseoir sur les 35 heures, de contourner le SMIC, de renégocier les accords sur les retraites et l'indemnisation des demandeurs d'emplois à leur avantage etc. . Les différents cadeaux accordés au patronat par ce gouvernement (crédit et réductions d'impôts, dispenses de charges sociales, aides et dérogations de toutes sortes) s'élèvent à l'heure actuelle à 220 milliards d'euros, sans aucun contrôle, ni aucune évaluation ou contrepartie.

- Le second vise une partie de la petite et moyenne bourgeoisie qui vote généralement à droite mais dont le gouvernement veut tenter de se concilier les bonnes grâces. C'est pourquoi le gouvernement a reculé devant les "pigeons" et les transporteurs routiers et mis de l'eau dans son vin pour ce qui est des notaires, des huissiers et des pharmaciens.

- Enfin, pour ce qui est des couches populaires, ni le ministre de l'Economie, Macron, ancien de la banque Rothschild, ni celui du Travail, Rebsamen, ni celui des Finances, Sapin, "l'ami de la bonne finance", ne leur font de cadeaux avec la baisse

de la prime à la naissance pour le second enfant, l'amputation du congé parental, la réduction des aides pour les gardes d'enfants, la fin de l'universalité des allocations familiales, le déremboursement de nouveaux médicaments, le flicage accru des chômeuses et des chômeurs...



Et c'est encore elles qui seront en priorité touchées par les économies de 21 milliards sur les dépenses publiques de l'Etat, des collectivités locales et de l'assurance chômage promises par Hollande à Bruxelles. Cela se traduira par moins d'infirmières dans les hôpitaux publics et la précarisation des personnels, le recours massif aux intérimaires et aux CDD, moins de crèches, moins de services à domicile pour les personnes âgées, des contrôles accrus pour les demandeurs et demandeuses d'emplois, une politique encore plus systématique des radiations à Pôle Emploi sous un prétexte ou un autre, le gel prolongé des salaires de l'ensemble des fonctionnaires etc.

A gauche on se demande parfois si les dirigeants socialistes ne sont pas devenus fous en menant une politique qui les conduit droit dans le mur et qui risque fort de leur faire perdre toutes les élections d'ici à 2017. La réponse est "non". Entre trahir la confiance de l'électorat populaire en pressurant les pauvres et perdre celle de la bourgeoisie, les Hollande, Valls et tutti quanti ont définitivement choisi : ils sont et resteront les fidèles commis du Capital qu'ils serviront jusqu'au bout, quoiqu'il leur en coûte en termes de popularité et de résultats électoraux.





Moyen Orient

Le double jeu de la "coalition contre le terrorisme"

La résistance héroïque des peshmargas, les combattants kurdes, assiégés depuis des semaines dans la ville syrienne de Kobané par les forces de "l'Etat islamique en Irak et au Levant (DAESH)" a suscité une vague de sympathie et d'admiration dans l'opinion publique internationale.

Cela a contraint les Etats-Unis, dont les porte-paroles affirmaient encore il y a peu que "Kobané n'était pas un objectif stratégique", d'effectuer des raids aériens contre les islamistes et de larguer quelques armes aux assiégé-e-s, armes fournis par les Kurdes d'Irak. Mais pas question de leur procurer un armement lourd et sophistiqué qui leur aurait permis de détruire une grande partie des chars du DAESH dont les tirs ont provoqué l'essentiel des victimes côté kurde.

Car cela la Turquie d'Erdogan, grand allié régional des Etats-Unis, membre de l'OTAN et de la "coalition contre le terrorisme", n'en veut pas. Pas question pour elle de permettre aux Kurdes de Syrie, très liés aux Kurdes de Turquie, d'avoir un armement sophistiqué. C'est pourquoi le gouvernement d'Ankara - qui espère que les milices kurdes seront écrasées par les Islamistes - n'a pas bougé le petit doigt pour venir en

aide aux combattants de Kobané, ville qui n'est située qu'à quelques centaines de mètres de sa frontière. Les forces turques ont été surtout utilisées jusqu'à présent pour écraser les Kurdes qui manifestaient dans toute la Turquie en solidarité avec leurs frères et soeurs de Kobané. Si les autorités turques empêchent les peshmargas de leur propre pays d'aller prêter main forte aux assiégé-e-s de Kobané (tout en laissant passer au compte-goutte des Kurdes irakiens jugés plus fiables), par contre la même frontière s'avère totalement perméable aux centaines d'hommes et de femmes qui veulent rejoindre les rangs de DAESH pour faire le Jihad. Et Erdogan a reçu le soutien sans réserve de François Hollande pour sa proposition d'établissement d'une zone d'exclusion démilitarisée le long de la frontière, zone pseudo humanitaire qui aurait surtout pour résultat de couper les Kurdes de Syrie de celles et ceux de Turquie.

Ce double jeu, la Turquie n'est pas la seule à le mener. L'Arabie Saoudite et le Qatar ont, dès l'origine, soutenu les milices islamistes en les pourvoyant en armes et en munitions. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont non seulement fermé les yeux mais, de plus, ont



accepté d'inscrire sur la liste des "organisations terroristes" des organisations kurdes comme le Parti des travailleurs du Kurdistan en Turquie ou le Parti de l'Union démocratique en Syrie. De plus la Turquie s'est portée acquéreur au marché noir d'une grande partie du pétrole produit par DAESH dans les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie, pétrole acheté au tiers du cours mondial mais revendu ensuite par les Turcs sur les marchés internationaux. En bref pendant la "lutte contre le terrorisme" les affaires continuent comme si de rien n'était.

En fait la lutte de la "coalition contre le terrorisme" n'a rien à voir avec le combat contre la barbarie, voire pour la démocratie. Nombre de pays de la coalition sont des dictatures sanglantes dont les méthodes, au plan intérieur, ressemblent comme deux gouttes d'eau à celle de DAESH et pratiquent la peine de mort par décapitation, l'oppression implacable des femmes, la lutte contre leurs minorités religieuses ou nationales, la chasse aux homosexuels et aux athé-e-s etc. Quant aux grandes "démocraties occidentales", qui ont pris la tête de cette nouvelle Sainte Alliance, ce sont elles qui ont été directement responsables de la partition du Moyen Orient en une multitude d'états, de l'instauration de régimes militaires ou de monarchies qui servaient leurs intérêts pétroliers et militaires, des coups d'état à répétition etc.

C'est pourquoi entre la barbarie moyenâgeuse de DAESH et celle, plus sophistiquée, de la "coalition contre le terrorisme" nous ne choisissons pas, nous combattons l'une comme l'autre.

A bas la guerre au Moyen Orient !





PROCESSUS DE PAIX AIETE TROIS ANS APRÈS

Le 17 octobre 2011 a eu lieu la conférence d'Aiete, à Donostia (Saint Sébastien) dont la déclaration finale, signée par des « experts » internationaux, donnait une feuille de route pour la résolution du conflit basque. Trois jours après, l'ETA annonçait la fin de la lutte armée. Depuis, le processus de paix avance mais de façon unilatérale. Si la société basque et ses organisations s'y engagent totalement, par contre l'Etat espagnol, et derrière lui l'Etat français, maintiennent la voie répressive et se refusent au moindre geste d'apaisement, encore moins à amorcer la moindre discussion.

Le 24 octobre dernier, l'avocat sud-africain Brian Currin, l'ex-secrétaire général d'Interpol Raymond Kendall et la délégation d'Iparralde à Aiete ont rendu public un document – signé par la délégation* - précisant quel pourrait être le processus de dialogue que devrait engager le gouvernement français.

Dans un premier temps, ce document préconise des mesures immédiates comme le rapprochement et le regroupement des prisonnier-e-s, la libération conditionnelle ou provisoire pour celles et ceux pouvant en bénéficier...

Il propose ensuite la mise en place d'une instance qui examinerait les

conditions de libération pour les autres prisonnier-e-s, la suspension des procédures à l'encontre des militant-e-s de l'ETA et l'examen de leur situation au cas par cas... Notons qu'il mentionne l'élaboration à terme d'une loi d'amnistie ; c'est d'autant plus à souligner que cette revendication – à notre sens garantie indispensable, même si elle n'est pas totale, contre de futures poursuites éventuelles – a tendance à disparaître de la scène publique.

Le document se prononce pour un accord entre le gouvernement et l'ETA en vue du désarmement et du démantèlement des infrastructures de l'ETA en France. Il envisage la création d'une commission de type « Vérité et Réconciliation ».

Il rappelle enfin qu'un large consensus existe en Iparralde pour la mise en place d'une collectivité territoriale et se prononce en faveur d'un cadre institutionnel spécifique. C'est là encore une prise de position à souligner. On n'en est pas au droit à l'autodétermination - droit démocratique élémentaire

dont le Pays Basque est aujourd'hui privé et sans lequel le conflit ne sera pas résolu - mais c'est un pas dans cette direction.

Ce document, signé par un panel de représentant-e-s d'organisations de tous bords, est au diapason des préoccupations de la société basque dans le nouveau contexte né il y a trois ans. Reste à développer la mobilisation pour avancer. Sans elle, les différentes revendications et demandes au gouvernement, à court ou moyen termes, resteront lettre morte.

*Signataires : JR. Etchegaray maire de Bayonne (centriste), K. Ecenarro maire d'Hendaye (PS), M. Brisson conseiller général (UMP), F. Espagnac sénatrice (PS), JJ. Lasserre sénateur (centriste), X. Larralde (Sortu), J. Bortayrou (AB), M. Larralde (CFDT), J. Lissar (EELV), M. Oxibar, JP. Etcheverry (CFDT).



INTOLÉRABLE : IBON FERNANDEZ RESTE EN PRISON!

Rappelons qu'Ibon Fernandez, prisonnier politique basque incarcéré à Lannemezan, est atteint d'une sclérose en plaque. Il a demandé une suspension de peine, permise par la loi Kouchner de 2004. Les médecins experts ont répondu positivement, concluant à la nécessité de sa mise en liberté de façon qu'Ibon puisse bénéficier des soins appropriés.



Le délibéré du jugement en appel a été rendu le 30 octobre. Il est inique et d'un cynisme outrancier : l'interdiction de territoire (jugement de juin) est levée, donc Ibon devrait être libéré ; mais une troisième (!) expertise médicale est demandée et la décision repor-

tée au 26 mars. Comme si la maladie allait attendre !

Le maintien d'Ibon en détention est une décision politique. Le gouvernement français suit le gouvernement espagnol qui refuse la résolution du conflit. La répression se poursuit,

et pour le cas d'Ibon au mépris des exigences humanitaires les plus élémentaires.

Chaque jour supplémentaire d'Ibon en prison est un jour de trop. La mobilisation ne peut que s'intensifier.



Barrage de Sivens : La responsabilité du gouvernement.

Rémi Fraisse, étudiant de 21 ans, a été tué sur le site de Sivens lors d'une manifestation d'opposants au barrage. Ce drame n'est pas un accident, il est le résultat de deux mois de violences policières croissantes avec pour objectif de briser toute résistance et permettre une avancée des travaux à marche forcée. Ce drame est un crime, la mort de Rémi étant visiblement due à une grenade offensive lancée par les gendarmes.



Le rapport d'experts commandé par le ministère de l'Écologie établit que « le choix d'un barrage a été privilégié sans réelle analyse des solutions alternatives possibles », sur la base « d'une surestimation des besoins » et avec « un contenu de l'étude d'impact très moyen ». Il donne raison à celles et ceux qui s'opposent depuis le début à ce projet. Il faut ajouter que la population locale n'a jamais été consultée.

De peur de voir se multiplier les résistances, comme à Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement cherche à briser par la violence et la criminalisation un mouvement qui s'étend contre les grands projets nuisibles et imposés.

De nombreuses manifestations d'hommage à Rémi ont eu lieu, ainsi à Bayonne le 28 octobre dernier. Le combat continue, contre le barrage de Sivens et contre la politique de Hollande-Valls.

Soutien aux militants poursuivis et emprisonnés

22 Octobre – Alain Pojolat est relaxé, le Parquet fait appel

Alain Pojolat a été inculpé en tant que porte-parole d'un Collectif qui avait appelé à manifester à Paris en solidarité avec les Palestiniens de Gaza. Ces manifestations avaient été interdites par le gouvernement qui soutient la politique criminelle de Netanyahu et tente d'intimider le mouvement de soutien à la Palestine. Malgré ces interdictions, les manifestant-e-s sont venu-e-s par milliers dénoncer dans la rue l'agression israélienne. Et c'est aussi par des milliers de personnes – entre autres une large palette du monde syndical, politique, associatif – que la pétition dénonçant l'inculpation d'Alain Pojolat et exigeant l'arrêt des poursuites a été signée, ainsi au rassemblement du 18 octobre à Bayonne.



Le procès d'Alain a eu lieu le 22 octobre dernier. Le procureur avait requis 2 mois de prison avec sursis et 1 500 euros d'amendes. L'ampleur de la mobilisation en a décidé autrement. Alain a été relaxé par le Tribunal de Grande Instance de Paris, mais le gou-

vernement s'acharne. Le Parquet, qui dépend directement de la Ministre de la justice Christiane Taubira, a fait appel de ce jugement. La seule réponse est d'intensifier la mobilisation, pour Alain et pour les autres personnes poursuivies pour participation aux manifestations interdites ou à la campagne de boycott (BDS) des produits israéliens.

25 Octobre – Manifestation à Lannemezan pour la libération de Georges Abdallah

Militant communiste libanais, défenseur de la cause palestinienne, Georges Abdallah entame sa 31^{ème} année dans les geôles françaises. Il est le plus ancien prisonnier politique européen, libérable depuis 1999. Mais l'Etat français s'est opposé par deux fois à sa mise en liberté. Ainsi en novembre 2012, Manuel Valls, alors Ministre de l'Intérieur, a refusé de signer l'arrêté d'expulsion qui aurait permis à Georges Abdallah de retourner au Liban, prêt à l'accueillir. La complicité du gouvernement français avec l'Etat israélien explique cet acharnement. Ces dernières années, les comités de soutien à Georges se sont multipliés. Le rassemblement du 25 octobre dernier devant la prison de Lannemezan est venu rappeler que le maintien de Georges Abdallah en prison est intolérable.





Livre

UN PAYS A L'AUBE de Dennis LEHANE

Editions Rivages/Noir

L'histoire que raconte ce livre se passe aux Etats Unis en 1918/1919 et débute à la fin de la Première guerre mondiale lorsque les « boys » rentrent au pays où ils comptent bien reprendre leur emploi, occupés depuis leur départ par des travailleurs noirs, et leur place dans la société.

Dans ce cadre, le livre nous raconte le destin parallèle de Dennis Coughlin, fils et filleul de policiers, immigrés irlandais, et policier lui-même à Boston et de Luther jeune noir ayant perdu son travail, par l'obligation de laisser sa place aux héros rentrant de la guerre. Après avoir fréquenté quelques gangsters locaux il se voit obligé, après un meurtre, de partir et se retrouve ainsi à Boston.

La première scène du livre nous narre de façon extrêmement vivante un match de base-ball entre des jeunes noirs, dont Luther joueur très talentueux fait partie, et des membres de l'équipe des Red Sox dont le célèbre George Herman Ruth junior. Surnommé « Babe Ruth » c'est un personnage qui a réellement existé. Il sera présent tout au long du récit sans être vraiment partie prenante des évènements qui s'y déroulent.

Dennis Lehane revient dans ce récit sur la première grève des policiers de Boston et les deux jours d'émeutes qui eurent lieu en 1918/1919. Au début de ce livre les Etats Unis, au seuil de la modernité, sont dans une situation explosive : période de chômage, d'inflation galopante et de conditions de vie difficiles pour la population, auxquels s'ajoute l'épidémie de grippe espagnole. L'immigration importante y a fait entrer les idées « subversives » venues d'Europe, véhiculées par les anarchistes et les communistes. C'est aussi le développement des syndicats, des grèves violemment réprimées sur fond de racisme et de ségrégation contre la population noire.

Au sein du Boston Police Department, BPD, dans lequel travaille Dennis, la situation financière et les conditions de travail des agents sont catastrophiques. Ils sont payés selon l'échelle de 1905 : 29 cents par heure pour un temps de travail de 73 heures par semaine, heures supplémentaires non payées, un jour de congé toutes les trois semaines. Les armes, munitions, uniformes dont ils ont besoin pour leur activité professionnelle sont à leur charge !

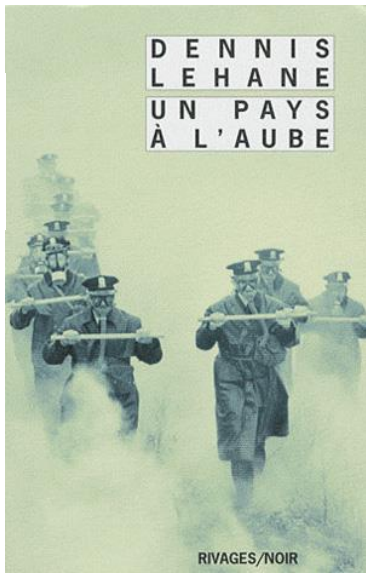


Dennis est chargé par son père le Capitaine Coughlin, au service duquel Luther a été embauché comme domestique, et son parrain, l'antipathique et raciste Lieutenant Mac Kenna, d'infiltrer les milieux terroristes actifs sur la ville. Sa rencontre avec des militant-e-s anarchistes, communistes et socialistes développera sa conscience, Il deviendra alors le leader de son syndicat et organisera le mouvement de grève qui révolutionnera la ville, provoquera de terribles émeutes, viols et morts. Tous les grévistes seront renvoyés !

Il a fallu quasiment cinq ans à Dennis Lehane pour écrire ce livre de plus de 850 pages, extrêmement bien documenté, il est donc difficile sur une page de vous relater la richesse de celui-ci, que ce soit sur les plans historique, humain, politique, social ou syndical ainsi que d'aborder les relations d'amour et d'amitié entre les personnages.

Au fur et à mesure de la lecture du livre on ne peut s'empêcher de faire la relation entre l'époque qu'il décrit, précédant la crise des années 1920, et celle que nous vivons aujourd'hui avec son lot de licenciements, de chômage, de racisme... et de criminalisation et judiciaireisation de l'action militante.

Alors prenez ce roman et laissez-vous emmener par l'auteur dans cette épopée passionnante, puissante et remarquable, vous ne le regretterez pas !



Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !
librairie
la-breche.com
27, rue Taine - 75012 PARIS ☎ 01.49.28.52.44
@ contact@la-breche.com